

Le 25 août 2023

Une approche unique de l'arbitrage obligatoire ne servira pas les intérêts des élèves et des communautés locales estiment l'AEFO, l'ETFO et l'OECTA.

OTTAWA, le 25 août 2023 — L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO), l'Elementary Teachers' Federation of Ontario (ETFO), l'Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA) ont publié la déclaration suivante aujourd'hui en réponse à l'annonce que la Fédération des enseignantes et enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO) pourrait entamer une procédure d'arbitrage exécutoire avec le gouvernement de l'Ontario :

« L'annonce faite aujourd'hui par le ministre de l'Éducation Stephen Lecce et OSSTF/FEESO, selon laquelle les parties se soumettront à un arbitrage exécutoire, n'est pas une solution que l'AEFO, l'ETFO et l'OECTA peuvent envisager à nos tables de négociations respectives pour le moment.

Le recours à l'arbitrage exécutoire à ce stade n'aiderait pas les élèves - en particulier celles et ceux qui fréquentent des écoles élémentaires et secondaires - car l'arbitrage exécutoire garantirait pratiquement que les questions clés que nous avons soulevées à nos tables de négociations respectives, et qui sont essentielles à l'apprentissage et aux conditions de travail dans nos écoles, ne seraient pas abordées.

La décision de recourir à un arbitrage exécutoire pourrait avoir un impact sur la négociation de questions clés pour nos communautés scolaires lors des négociations locales.

Le gouvernement conservateur de Ford a toujours refusé d'engager des discussions de fond avec nos syndicats, malgré nos nombreuses tentatives pour progresser à nos tables de négociations respectives. Nous demandons une fois de plus au gouvernement de respecter notre droit à une négociation collective libre et équitable, et de se présenter à nos tables de négociations respectives prêts à engager des discussions sérieuses sur les questions critiques auxquelles est confrontée l'éducation financée par les fonds publics en Ontario - des questions telles que l'augmentation de la violence dans les écoles, les ressources et les soutiens pour la santé mentale des élèves, l'utilisation par les enseignantes et les enseignants de leur jugement professionnel, et la lutte contre la pénurie du personnel en éducation.

Les travailleuses et les travailleurs en éducation représentés par l'AEFO, l'ETFO et l'OECTA continueront leurs efforts pour obtenir des accords négociés et équitables qui défendent et protègent l'éducation financée par les fonds publics et qui soutiendront tous les élèves, le personnel et les familles de cette province. »

-30-

Pour en savoir plus, prière de communiquer avec l'une des personnes responsables des relations avec les médias suivantes :

AEFO — Mélanie Routhier Boudreau au 613-850-6410 ou à mrboudreau@aefo.on.ca

FEEO — Carla Pereira au 416-576-9074 ou à cpereira@etfo.org

OECTA — Michelle Despault au 416-925-2493, poste 509 ou à m.despault@catholicteachers.ca